

A.I.R.E.

Association pour l'Instauration d'un Revenu d'Existence

Compte-rendu de la Rencontre mensuelle du 10 octobre 2018

Ecole Normale Supérieure, 48 bd Jourdan 75014 Paris

Présents :

Marc de Basquiat, Marie-Hélène Bonjean, Christian Bouvard, Denis Consigny, Patrick David, Laudine Grapperon, Laurent Guyot-Sionnest, François Legendre, Danaé Mabillean, Télémaque Masson, Philippe Oger, François-Xavier Oliveau, Léon Régent, Christian Rémy, Blandine de Villemeur

Absents excusés :

Frédéric de Maneville, Christine Bernard, Jacques Berthillier, Eric Damgé, Bernard Héron, Pierre Lavagne, Pierre-Louis Marec, Catherine de Planard, Philippe Riché, Isabelle Thomas-Chiffaudel

Présentation de Yannick Vanderborght

Professeur de Sciences Politiques à l'Université Saint-Louis (Bruxelles), co-auteur avec Philippe Van Parijs de « Basic Income, a radical proposal for a free society and a sane economy » dont la traduction française est attendue pour mars 2019.

Le bruxellois **Joseph Charlier** (1816-1896) figure parmi les pionniers du combat pour le revenu universel. Depuis la publication en 1848 de son ouvrage fondateur « Solution du problème social », tombé dans l'oubli, le débat sur l'allocation universelle a attendu les années 1980 pour remettre la Belgique au centre du jeu.

A cette période, la plupart des partis politiques se sont positionnés sur cette question, aussi bien dans la partie francophone que dans la partie néerlandophone du pays (mais également dans la petite enclave germanophone, à l'est). Yannick Vanderborght présente une synthèse de cette évolution.

L'avènement de l'idée dans les années 1980

La situation politique très particulière du pays et le choix d'un scrutin strictement proportionnel fait que les débats sont à la fois dupliqués entre les communautés linguistiques – avec des avancées souvent désynchronisées – et fragmentés par un multipartisme extrême. Le tableau ci-dessous permet de repérer comment se sont formées et ont évolué initialement les positions des principaux mouvements politiques belges.

	Francophone	Néerlandophone (flamands)
Ecologistes	Ecolo – Parti fondé en 1980. Un jeune membre, Philippe Van Parijs , diffuse une note sur « l'allocation universelle » en 1983. Le parti Ecolo adopte le principe en 1985, grâce à Philippe Defeyt .	Agalev (puis Groen) Influencés par le débat aux Pays-Bas, où le PPR a inscrit l'allocation universelle à son programme depuis 1977. Inscrit au programme depuis le Congrès de Malines en 1985.
Libéraux	PRL (puis MR) L'impôt négatif semble avoir intéressé le PRL en 1997-1998 dans le cadre de la préparation des élections de 1999. Vives réactions, souvent négatives.	PVV (puis VLD , puis OpenVLD) Guy Verhofstadt , président des jeunes du parti à la fin des années 1970, était favorable à l'impôt négatif de Milton Friedman. Il n'a jamais réussi à l'intégrer dans le programme du parti.
Chrétiens démocrates	PSC (puis CDH) Très peu de discussions. Exception notable : le soutien réitéré de Michel Hansenne , ministre de l'emploi puis directeur général de l'OIT.	CVP (puis CD&V) Discussion pratiquement inexistante.
Socialistes	PS Peu d'intérêt pour cette question.	SP (puis sp.a) Officiellement, le parti s'y oppose. Mais certaines figures importantes y sont favorables, ex. Bruno Tobback ou Bert Anciaux .

En parallèle de l'avancement du débat dans les partis politiques, il faut mentionner des initiatives de la société civile, d'universitaires et de responsables syndicaux (salariés comme patronaux). La plus importante est celle du « **Collectif Charles Fourier** », composé d'universitaires dont les travaux mèneront à la création du « **Basic Income European Network** » (BIEN) en 1986, à Louvain-la-Neuve. La contribution radicale du Collectif Charles Fourier à un concours sur l'avenir du travail en Belgique, est récompensée en 1984 par le prix de la Fondation Roi Baudouin, ce qui est un événement décisif.

Une initiative très particulière à la Belgique est la création en 1997 d'un parti politique, **VIVANT**, dont l'essentiel du programme électoral est focalisé sur une proposition chiffrée de revenu de base. Son fondateur est **Roland Duchâtelet**, ingénieur, riche homme d'affaires, également propriétaire de clubs de football. [L'association AIRE a régulièrement présenté les propositions VIVANT dans ses *Lettres de liaison* : numéros 21, 28, 45, 46, 50, 51, 58 et 83].

Les acteurs actuels

Avant de faire le point sur l'actualité des partis politiques, mentionnons des avancées récentes parmi les acteurs de la société civile.

Karel Van Eetvelt, président de l'**UNIZO** (Organisation flamande des entrepreneurs indépendants) entre 2004 et 2017, s'est récemment exprimé en faveur d'études plus

approfondies sur le revenu de base, qu'il voit comme favorable aux indépendants. La **Confédération des syndicats chrétiens (CSC)**, un des principaux syndicats belges, a affiché récemment une certaine ouverture. Les « jeunes CSC » souhaiteraient proposer une « allocation d'autonomie pour les jeunes », qui ressemble à un revenu de base.

Le tableau suivant précise les positions actuelles des partis politiques, avec un code couleur montrant l'avancée du concept. Les % sont les poids à l'élection fédérale de 2014.

	Francophone (wallons)	Néerlandophone (flamands)
Ecologistes (~8%)	<p>Ecolo Alors que le revenu de base apparaissait depuis 30 ans dans son programme comme un « horizon de long terme », le parti Ecolo a décidé fin 2018 de réintégrer une proposition de court terme sous la forme d'un revenu de base pour les jeunes. Ce succès est dû à la pédagogie de Philippe Defeyt qui propose depuis 2016 une allocation universelle de 600 € par adulte et 300 € par enfant.</p>	<p>Groen Depuis 1985, ce parti évoque également un « horizon de long terme ». En 2017, le revenu de base est discuté dans le programme, mais pas explicitement défendu.</p>
Libéraux (~20%)	<p>MR En 2016, le dynamisme et médiatique trentenaire Georges-Louis Bouchez crée la surprise en proposant de supprimer une bonne partie de la sécurité sociale existante, remplacée par un RBI de 1000€ par personne.</p>	<p>OpenVLD Héritière politique du parti VIVANT de Roland Duchâtelet, Nele Lijnen, députée fédérale, défend le revenu universel avec charisme, et dans un livre intitulé « <i>Win For Life</i> » paru en 2017.</p>
Ch. Dém. (~16%)	<p>CDH Absents de ce débat.</p>	<p>CD&V Absents de ce débat.</p>
Socialistes (~20%)	<p>PS Depuis la présidentielle en France, la controverse monte au PS. Alors que Paul Magnette (n° 2 du parti) déclare en 2016 que le revenu de base va dans le sens de l'histoire, le président Elio Di Rupo réplique que cette proposition est un cheval de Troie pour démanteler la sécurité sociale.</p>	<p>sp.a Officiellement, le parti s'y oppose toujours. L'actuel président, John Crombez, plaide quant à lui pour une pension de base.</p>
Nationalistes (~20%)		<p>N-VA Fondé en 2001, le principal parti politique du pays est très hostile au revenu de base. Son manifeste fondateur plaide pour une « éthique du travail » et « résolument contre » un revenu de base inconditionnel.</p>

On peut s'attendre à ce que le Revenu de base inconditionnel soit un sujet de débat lors des prochaines élections générales, en mai 2019 : régionales, fédérales, et européennes.

[Le programme Ecolo est disponible ici : <https://ecolo.be/nos-idees/justice-sociale/le-revenu-de-base-comme-6e-pilier-de-la-securite-sociale/>]

Précisions / discussion

En 1985, le parti Ecolo défendait le principe du RBI couplé à une virulente critique du système belge de sécurité sociale, jugé trop complexe, et de la prise en compte du rang de l'enfant pour obtenir des prestations familiales.

Si les partis écologistes ont gagné des sièges aux élections de 1999 et participé aux gouvernements régionaux et fédéraux, aucune avancée concrète n'est réalisée à cette période sur le RBI, même sous le gouvernement de Guy Verhofstadt (1999-2008).

L'éclatement politique belge rend nécessaire la construction d'une vaste coalition pour avancer sur le RBI.

Écologistes et libéraux partagent la même méfiance sur la bureaucratie d'État et souhaitent une flexibilité au bénéfice des individus.

À gauche, Matéo Alaluf s'oppose au RBI au motif que ce serait la fin de la protection sociale.

Avec un taux de syndiqués d'environ 50%, le poids des syndicats belges est nettement plus fort qu'en France.

Yannick Vanderborght estime qu'on pourrait progresser par étapes. Par exemple, Philippe Defeyt estime que tous les partis manifestent un intérêt pour l'individualisation des prestations.

La Belgique a récemment adopté une partition en quatre parties (francophone, néerlandophone, germanophone, Bruxelles) des allocations familiales. On peut s'attendre à ce que les montants évoluent différemment au cours du temps.

Le parti nationaliste N-VA argumente avec succès sur le financement par le nord des prestations sociales distribuées au sud du pays.

Une discussion oppose des arguments sur l'opportunité de commencer par une allocation universelle restreinte aux jeunes.

* * *

Prochaine réunion mensuelle AIRE :

Le **14 novembre** de 18h00 à 20h00, **François Legendre**, professeur d'économie à Paris-Est Créteil, présentera un modèle d'équilibre général permettant d'évaluer ex ante les conséquences de la mise en place d'un revenu universel.